

APPEL POUR LA CREATION D'UN COMITE DE DEFENSE

A l'aube du XXI^{ème} siècle, trop de pays de par le monde, présentent encore un déficit démocratique certain.

Parmi eux l'Iran est celui qui, jour après jour, s'exclut de la communauté internationale et se referme autour d'un gouvernement théocratique intolérant et cruel.

Après un épisode prétendument libéral sous le gouvernement du Président KHATAMI, qui n'avait de modéré que l'image qu'il voulait donner à l'extérieur du pays, force est de constater aujourd'hui que l'élection du nouveau président AHMADINEJAD a définitivement refermé les portes du pluralisme, de la tolérance et du débat démocratique.

Le quotidien iranien est constitué d'exactions cruelles et de manquements violents aux valeurs humaines alors même que le peuple iranien vit à 80% sous le seuil de pauvreté et que la richesse potentielle du pays est sans limite.

Les droits de l'homme sont bafoués.

L'oppression est la règle.

L'intolérance est la norme.

Le droit des femmes, déjà limité dans les textes fondamentaux de la république islamique, sont réduits à peau de chagrin et la vie quotidienne est devenue intolérable pour chacun.

Pas une journée sans que l'on apprenne que des hommes ou des femmes ont été fouettés, que des iraniennes ont été condamnées à la lapidation ou que des citoyens ont été pendus pour des motifs souvent en rapport avec des manquements religieux.

Dernièrement la musique dite occidentale a été interdite dans les stations des radios d'Etat et le contrôle vestimentaire des femmes a été renforcé.

Sur le plan international, l'Iran se joue des règles élémentaires de bonne gouvernance et nargue les institutions en revendiquant le développement d'une politique nucléaire irresponsable quant son Président ne demande pas, à plusieurs reprises, qu'Israël soit rayé de la carte.

Les groupements islamiques terroristes sont soutenus systématiquement tant sur le plan médiatique que sur le plan du financement ou de l'acheminement du matériel, sous couvert d'un regroupement des nations musulmanes.

Face à cette situation, la réponse des démocraties internationales est constituée au mieux par une désapproba-

tion outragée de façade, au pire par un silence pesant. La signature de nouveaux contrats économiques ou le maintien de relations commerciales tiennent lieu de faire valoir.

La situation politique en Iran doit pouvoir évoluer et la recherche d'une solution démocratique commande que les pays du monde libre se mobilisent au delà de leur clivage politique pour faire entrer l'Iran dans la modernité.

Le débat démocratique et la confrontation des idées est la base essentielle de cette recherche.

L'opposition doit avoir la possibilité de s'exprimer

Déjà de nombreux parlementaires américains, britanniques, allemands belges, se sont prononcés pour que l'opposition iranienne et en tout premier lieu le Conseil National de la Résistance (CNRI) puisse intervenir sur le plan international

La France, patrie des Droits de l'Homme se doit de les rejoindre et de se placer résolument aux côtés du peuple iranien.

Le maintien sur la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne, de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple, principale composante du CNRI, et la poursuite des procédures devant la Justice française de certains membres du dit Conseil de la Résistance sous de fallacieux prétextes, constituent des freins à l'expression démocratique.

Ils portent atteinte à nos valeurs républicaines et ne peuvent se justifier sous aucun prétexte.

C'est pourquoi un certain nombre de personnalités politiques, religieuses juridiques et artistiques

Françaises se sont regroupées autour de la formation d'un Comité de Défense pour une Pratique Démocratique en IRAN

Le texte fondateur de ce comité est le suivant

DECLARATION DE LA CONSTITUTION DU COMITE DE DEFENSE POUR UNE PRATIQUE DEMOCRATIQUE EN IRAN

Les récents développements de la situation en Iran et l'arrivée au pouvoir du Président AHMADINEJAD rendent de plus en plus nécessaires l'existence et le soutien des forces d'opposition démocratique au régime actuellement en place à TEHERAN.

POUR UNE PRATIQUE DEMOCRATIQUE EN IRAN

Il apparaît en effet indispensable que le dialogue avec l'Iran se développe avec les forces démocratiques iraniennes éprises de liberté.

Le Conseil de la Résistance Iranienne représente une des alternatives démocratiques sérieuses et sa voix se doit d'être entendue.

Pour des raisons qui apparaissent aujourd'hui très éloignées de la réalité, le 17 juin 2003 des membres et sympathisants du Conseil National de la Résistance Iranienne ont été arrêtés et emprisonnés, sous le prétexte de « lutte contre le terrorisme »

Force est de constater que très rapidement, toutes les personnes concernées ont été relâchées et la plupart des charges portées contre elles, abandonnées.

Cependant ces poursuites maintiennent des restrictions multiples aux activités politiques légitimes et légales de ce mouvement d'opposition et ce malgré le soutien sans défaillance de nombreuses personnalités politiques, de juristes internationaux, d'artistes, d'ONG et des défenseurs des Droits de l'Homme lesquels ont tous pu constater le sérieux et la nécessité pour le débat démocratique en IRAN du soutien au Conseil de Résistance Iranienne

Des parlementaires européens, notamment lors de la réception officielle à Strasbourg de Madame RADJAVI Présidente élue du Conseil National de Résistance en décembre 2004, des sénateurs et membres du Congrès américain, ont déjà déclaré leur soutien

Nous, soussignés, nous appuyant sur les Principes Fondamentaux de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et nous référant aux traditions françaises de défense des Libertés, déclarons constituer un Comité dénommé « Comité de Défense pour une pratique démocratique en Iran »

Ce comité a pour principal objectif de permettre, en clôturant rapidement la procédure pénale actuellement en

cours, et en faisant en sorte d'obtenir la radiation de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple Iranien de la liste des terroristes, d'encourager le débat démocratique en Iran

Pour que ce comité puisse travailler efficacement, il convient que le plus grand nombre de démocrates le rejoigne.

Il suffit pour cela de signer de nous retourner le formulaire ci-dessous :

LA LISTE DES PREMIERES SIGNATAIRES DE L'APPEL :

Lucie Aubrac, Ancienne résistante

Raymond Aubrac, Commissaire honoraire de la République

Préfet Yves Bonnet, préfet honoraire, ancien directeur de la DST, ancien député, président du CIRET-AVT

François Colcombet, ancien magistrat, ancien député PS de l'Allier

Jean Ferrat, Chanteur

Sid Ahmed Ghozali, ancien premier ministre algérien

Bâtonnier Mario Stasi, ancien bâtonnier au barreau de Paris

Jean-Pierre Michel, sénateur socialiste, membre fondateur du Syndicat de la Magistrature

Bâtonnier Gilles Paruelle, ancien bâtonnier du Val d'Oise

Marc Reymann, député UMP, Membre de la commission des Affaires Etrangères

Alain Vivien, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; ancien président de la commission interministérielle de la lutte contre les sectes

Je, soussigné, , donne mon adhésion, sur la base de l'appel ci-dessus au **COMITÉ DE DEFENSE POUR UNE PRATIQUE DÉMOCRATIQUE EN IRAN.**

Fait à LeSignature

À retourner à Me Gilles Paruelle, 13 Rue Pierre Butin, 95300 Pontoise

Tél : 01 30 32 25 98 Fax : 01 30 32 20 10 Email : comite.dpdi@yahoo.fr